



Manuel Valls
Hôtel Matignon
57, rue de Varenne
75007 Paris

Toulouse, le 6 septembre 2016,

Objet : lettre ouverte

Monsieur le Premier ministre,

Nous nous adressons très solennellement à vous pour vous dire que nous avons décidé de ne plus nous asseoir à la table des ministres de votre gouvernement.

La Coordination nationale Pas sans Nous regroupe des habitants, des collectifs et des associations qui interviennent dans les quartiers de la politique de la ville parfois depuis de très nombreuses années. Elle s'est créée en 2014, suite au rapport de Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mehmache « Pour une réforme radicale de la politique de la ville. Ça ne se fera plus sans nous », qui leur avait été confié par François Lamy, alors ministre de la Ville, dans le cadre de la réforme de la politique de la ville, afin de faire des propositions pour favoriser la participation des habitants.

Depuis, nous n'avons cessé de proposer, mobiliser, interpellier dans une véritable démarche de co-construction de la politique de la ville. Partout où cela était possible, nous avons participé aux conseils citoyens et aux maisons du projet. Nous avons travaillé avec vos ministres sur les difficultés rencontrées dans les territoires, nous les avons alertés sur les détournements de la loi ici ou là, nous avons joué le jeu du dialogue et du débat.

Mais nous nous sommes heurtés au désintérêt de votre gouvernement : le sort des quartiers populaires et de leurs populations n'a pas été, c'est le moins que l'on puisse dire, une priorité de votre gouvernement. En témoignent les trop fréquents remaniements ministériels concernant le ministère de la Ville : en quatre ans se sont succédés pas moins de cinq ministres ou secrétaires d'État.

Suite aux attentats et à l'émotion qu'ils ont suscitée, nous vous avons interpellé sur le non respect des engagements du candidat Hollande pour le droit de vote des étrangers aux élections locales ou sur le récépissé lors des contrôles d'identité auquel vous vous êtes vous-même opposé en tant que ministre de l'Intérieur. Nous avons dénoncé le discours grandissant de stigmatisation des habitants des quartiers populaires, en particulier ceux de confession musulmane, notamment dans les mesures du Comité interministériel pour l'Égalité et la citoyenneté de mars 2016, ou dans les mesures prises au nom de la mixité sociale. Nous avons dit notre colère face à l'état d'urgence et aux perquisitions arbitraires et assignations à résidence, et face à votre projet de loi constitutionnelle de déchéance de nationalité et au débat nauséabond qu'il a suscité. Mais le mal était fait et s'est amplifié avec les discours très stigmatisant sur les « 100 Molenbeek français ». Nous n'avons cessé de vous alerter au cours de ces derniers mois sur cette spirale irresponsable de stigmatisation, d'islamophobie, génératrice de tensions, mais en vain.

Coordination nationale Pas sans Nous
Bureaux : 6, rue Arnold Géraux – 93450 : L'Île-Saint-Denis
coordinationcitoyennationale@gmail.com
09-72-57-08-12

Vos prises de position méprisantes, votre course aux politiques de sécurité, n'ont fait que contribuer à l'aggravation des tensions sociales et à la montée du racisme dans le pays que subissent en premier lieu les habitants des quartiers populaires.

Aujourd'hui, trop c'est trop et nous avons décidé de ne plus discuter avec votre gouvernement.

Vous refusez d'entendre la colère grandissante des habitants des quartiers populaires face aux injustices et aux discriminations qu'ils vivent. Votre silence assourdissant sur la mort d'Adama Traoré, vos prises de position sur le burkini, vos réactions face aux décisions du Conseil d'État, ou encore vos derniers propos sur Marianne, sont autant de signes du vrai visage de votre gouvernement qui rejette plus de huit millions de ses citoyens. Vous réduisez les habitants des quartiers populaires à la seule question de leur identité et de leur religion, réelle ou supposée, alors que dans le même temps vous remettez en cause les protections des salariés dans le marché du travail et que les inégalités en matière d'école, de logement, d'emploi ou de santé ne sont plus à l'agenda politique.

Monsieur le Premier ministre, la situation est très grave parce que vous avez brisé la confiance de toute une génération vis-à-vis de son pays et des valeurs qu'ils y ont apprises d'égalité et de droits de l'Homme. Par vos propos, vous autorisez et libérez une parole et des actes racistes. Les exemples ne manquent pas.

L'État français n'est plus aujourd'hui un recours pour tous ceux qui vivent les injustices économiques et sociales, les discriminations, le racisme.

Nous ne serons pas complices de votre politique. Les conditions du dialogue ne sont plus acceptables. Aussi, nous ne participerons plus aux différentes instances de travail auxquelles nous étions associés. Nous cesserons de perdre du temps en rendez-vous avec les ministres de votre gouvernement et continuerons à concentrer notre mobilisation et notre énergie avec les habitants des quartiers populaires.

Décision votée à l'unanimité lors du Conseil national de la Coordination Pas sans Nous qui s'est tenu le 26 août à Toulouse,

Djamel BLANCHARD
Co-président



Djamel FERCHICHE
Co-président



Nicky TREMBLAY
Co-présidente



Fatima MOSTEFAOUI
Co-présidente



Copie à : François Hollande, Président de la République
Patrick Kanner, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports
Hélène Geoffroy, secrétaire d'État à la Ville
Les ministres du gouvernement